

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,  
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :  
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.  
Riccobono (pour le Sud-Est).  
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR  
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 300 L • Grèce :  
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc  
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**Demain, on se défile**  
**Rouge ne paraîtra pas**  
**le 14 juillet**

**Au cours d'une conférence  
de presse tenue hier à Paris**

## MITTERRAND CONFIRME QU'IL GARDERA GISCARD ET LA CONSTITUTION

Lire page 3

## Me Klaus Croissant, avocat du groupe Baader-Meinhoff, demande l'asile politique en France

Lire page 2

A Sedan

## UN SOLDAT RETROUVE PENDU DANS SA CELLULE

Un appelé du 12<sup>e</sup> régiment  
de chasseurs de Sedan (Ar-  
dennes), Michel Pawlowsky,  
19 ans, a été retrouvé pendu  
dans sa cellule, lundi matin.  
Selon son père, qui a appris la  
mort de son fils en télépho-  
nant lundi à la caserne, celui-

ci aurait fait une fugue de 48  
heures environ, avant d'être  
repris et mis aux arrêts.

Michel Pawlowsky, originaire  
du Pas-de-Calais, avait été in-  
corporé au début du mois de  
juin.

## Procès de Lons-le-Saunier en appel 1 an de plus pour les « drogués » !

L'été, on règle ses comp-  
tes. Le procès des « fournis »  
à Lons-le-Saunier avait surpris  
tout le monde par la relative  
clémence des peines pronon-  
cées contre les seize inculpés.  
Ils étaient accusés de trafic et  
consommation de drogues,  
douces pour l'essentiel. La  
surprise n'aura pas duré long-  
temps. Le parquet avait fait  
appel à minima. Il vient de  
saler l'addition pour les trois  
principaux prévenus. Chacun  
d'entre eux a pris un an de  
plus : Alain Billod-Morel,  
21 ans, a été condamné à  
4 ans de prison au lieu de 3,  
Didier Mercier, 22 ans, et Gé-  
rard Vieille, 23 ans, à 5 ans de  
prison au lieu de 4. Leurs sur-  
suis sont de 2 ans et 2 ans et  
demi.

La cour d'appel a ainsi suivi  
le procureur qui avait souli-  
gné, le 16 juin dernier, devant  
elle : « Nous ne sommes pas  
une unité de recherche philo-  
sophique chargée de définir  
une nouvelle voie de la con-  
naissance. Nous ne sommes  
pas un parlement chargé de

légiférer pour dire si la dro-  
gue doit ou ne doit pas être  
légalisée. Nous sommes  
d'abord des juges. » Et les  
juges sont faits pour condam-  
ner !

## Faut pas plaisanter avec le p'tit Jésus

Ce n'est pas parce qu'on ne brûle plus les sorcières  
en Grande-Bretagne qu'il faut se croire tout permis.  
C'est ce qu'a appris hier à ses dépens le rédacteur en  
chef de la revue homosexuelle Gay News.

Il y a quelque temps, cette revue avait publié un  
poème intitulé l'Amour qui ne craint pas de dire son  
nom, qui décrivait les sentiments homosexuels d'un  
centurion romain devant le corps du Christ en croix. Le  
délit, en l'occurrence, c'était « blasphème », comme à  
l'époque de l'Inquisition. « Ne vous y trompez pas, s'est  
exclamé le procureur, ce n'est pas d'amour qu'il s'agit  
ici, mais bien de sodomie. » Ce à quoi l'avocat de la  
défense a rétorqué : « Il ne s'agit pas de graffiti  
obscènes, mais de l'expression authentique de la manière  
dont un homme est arrivé à l'amour de Dieu. »

Le rédacteur en chef a été condamné à 9 mois de  
prison (avec sursis pendant 18 mois) et mille livres  
d'amende. La loi sur le blasphème avait été invoquée  
pour la dernière fois en 1921 contre un autre poète,  
M. Gott, accusé d'avoir présenté le Christ sous l'aspect  
d'un clown entrant à dos d'âne à Jérusalem.

C'est un grand moment  
dont nous pouvons tous  
être fiers. A deux jours de  
la fête nationale, la justice  
de ce pays vient de rendre  
une décision qui l'honore et  
confirme tout le bien que  
nous en pensions : il n'y a  
pas lieu de poursuivre les  
« plombiers » de la DST qui  
étaient soupçonnés d'avoir,  
un sombre soir de décem-  
bre 1973, posé leurs micros  
dans les locaux du « Canard  
enchaîné ».

L'ont-ils d'ailleurs jamais  
fait ? Nous en doutons  
maintenant que la chambre  
d'accusation, quelques  
mois après le juge d'in-  
struction Pinsseau, confirme  
le non-lieu rendu par ce  
magistrat intègre passé à la  
postérité pour ses savantes  
disgressions sur les diffé-  
rences entre conversations  
publiques et privées. Aussi  
est-ce avec indignation que  
nous apprenons que l'avo-  
cat du « Canard enchaîné »,  
illégitimement mécontent  
de la décision rendue, envi-  
sage de saisir la cour de  
cassation. Tolérons-nous  
encore longtemps qu'un  
journal — mais a-t-il droit à  
ce noble qualificatif ! —  
abuse des procédures  
démocratiques de ce pays  
pour contester par principe  
une décision prise en toute  
indépendance par des  
magistrats jugeant en leur  
âme et conscience ?

Il faut le dire : si le  
« Canard enchaîné » per-  
siste à couiner c'est qu'en  
définitive, la justice n'a pas  
fait son devoir. Quand a-t-  
elle poursuivi d'outrage à  
magistrat ce journaliste

qui, à la télévision, parlant  
du juge Pinsseau, osa cette  
phrase incroyable : « On ne  
peut pas respecter un juge  
qui ne se respecte pas ? »

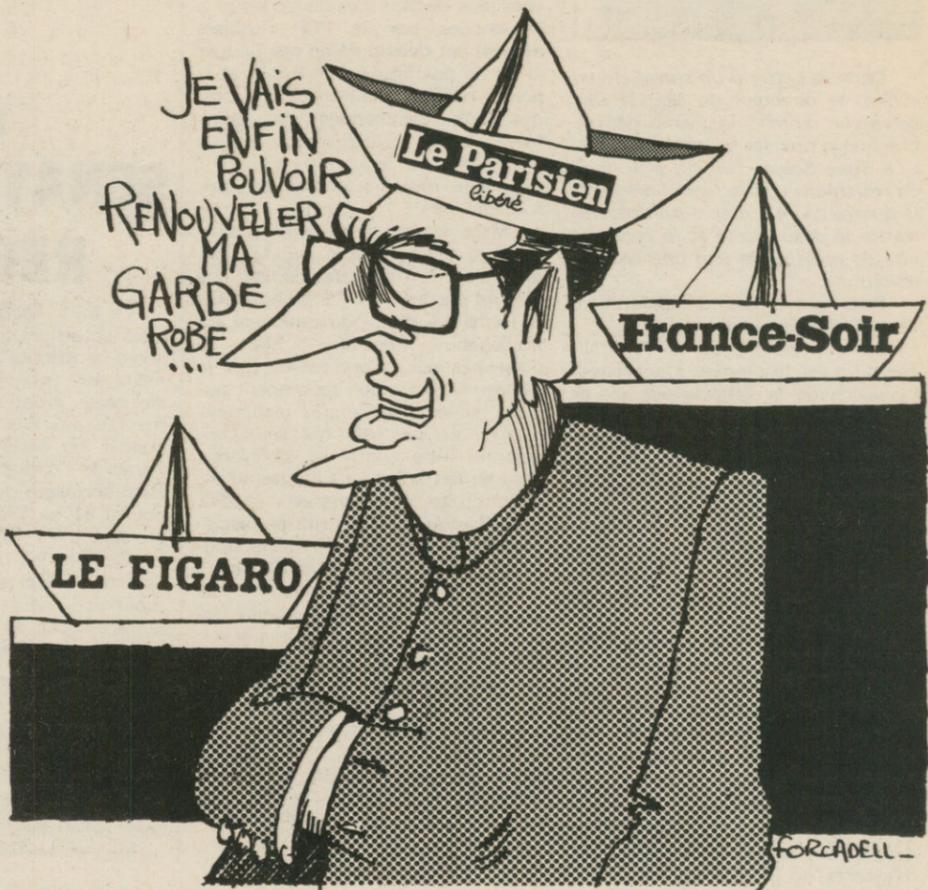
Quand a-t-elle rappelé à  
l'ordre ce juge qui, du haut  
d'une tribune d'un congrès  
syndical, eut l'impertinence  
de parler du « non-lieu  
qu'on a contraint un juge à  
rendre ? » Quand a-t-elle  
même réclamé les frais  
financiers que doit payer

tout justiciable coupable de  
procédure abusive ? N'est-  
ce pas pourtant le cas du  
« Canard enchaîné » qui,  
une fois de plus, est  
débouté de toutes ses  
plaintes ?

La justice paie aujour-  
d'hui ses faiblesses d'hier.  
Il n'avait pourtant pas man-  
qué de gens compétents  
pour la mettre en garde  
contre les coupables  
mansuétudes qu'on éprou-  
ve parfois à l'encontre d'un

journal satirique. Les faits  
d'aujourd'hui démontrent  
qu'ils avaient raison. Il  
n'est que temps de se res-  
saisir : il faut clore définiti-  
vement le bec au  
disgracieux volatile et faire  
fermer ses locaux. Au  
moins ne pourra-t-il plus  
instruire ce faux procès des  
écoutes clandestines. Il n'y  
a que dans les cimetières  
qu'on ne pose pas de  
micros.

Georges Marion



## Radios libres et Radio-Bleue

Paris. La chasse contre les animateurs de  
Radio-Alice, radio libre de Bologne, ne con-  
naît pas de frontière. Francesco Berardi est  
arrêté, puis mis en liberté surveillée en atten-  
dant que la chambre d'accusation statue le 26  
sur la demande d'extradition. Il a parla au  
micro d'une radio libre. Paris. Radio-verte, la  
radio libre écologiste voit ses émissions systé-  
matiquement brouillées. En France, on a le  
monopole d'Etat qui monopolise au compte de  
l'Etat.

Mais hier, si exceptionnellement l'émis-  
sion de Radio-Alice en français a pu passer au  
travers des mailles le matin ; ils ne l'ont pas  
ratée l'après-midi. Et pendant ce temps les

gugguses giscardiens de Radio-Fil bleu à  
Montpellier essayaient de faire passer par les  
ondes leurs phantasmes de grandes man-  
œuvres. Comme à l'armée, ils mettaient en  
scène une « radio rouge » qui aurait pris le  
pouvoir pour dénoncer la Radio-Bleu ! « Allo,  
ici tango, perroquet répondez, je ne vous en-  
tends plus... » Ils ont été brouillés. Laissez  
ceux-là émettre aurait rendu difficile l'inter-  
diction pour les autres. Nos correspondants de  
Montpellier ont quand même réussi à entendre  
l'émission. Ils la racontent page 7 où se trouve  
aussi le texte de l'appel unitaire à la création  
d'une réelle radio libre pour la rentrée de sep-  
tembre.

## Jean Daniel et la « ligne Soares »

ou quand le directeur de l'Obs disserte, en prenant ses aises avec la réalité, sur une petite phrase prononcée en France sur le Portugal en oubliant d'autres petites phrases prononcées en France concernant la France

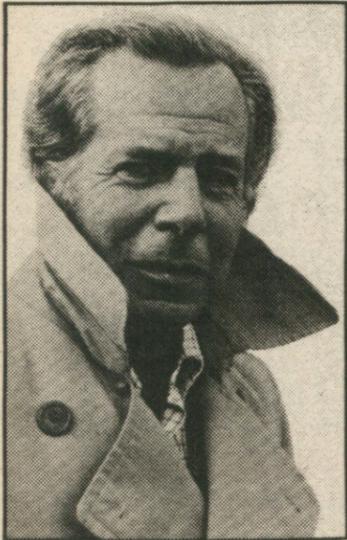
« On ne peut tolérer qu'à travers une manipulation politique des votes à main levée, de soit-disantes « commissions populaires » s'organisent pour concurrencer et détruire la structure démocratique et légale

de l'Etat en façonnant une sorte de « double pouvoir ».

Mario Soares in : Portugal : Quelle révolution Entretien avec D. Pouchin, p. 98.

« Ne pas trahir comme au Portugal. » Cette exhortation qu'aurait faite — il le nie aujourd'hui — Jean-Pierre Chevènement aux congressistes de Nantes continue de soulever des vagues.

Après François Mitterrand, c'est au tour de Jean Daniel de polémiquer contre le leader du CERES.



Dans sa Lettre à un socialiste en colère, le directeur du *Nouvel Observateur* reprend la même démarche que le premier secrétaire du PS : « La ligne Soares (...) fut une ligne de résistance contre le stalinisme et la guerre civile qui en aurait résulté contre le despotisme et le chaos et non de près ou de loin une contre-révolution. »

Pour étayer sa démonstration, Jean Daniel explique que :

1. le PC portugais est un PC stalinien (il a été le premier à approuver l'invasion de la Tchécoslovaquie et c'est le chef de file des PC occidentaux anti-« eurocommunisme ») ;
2. le PCP a réellement tenté de s'emparer du pouvoir au Portugal. A l'appui de cette affirmation, Jean Daniel cite l'exemple de *Republica* et dévoile opportunément certaines « confidences » que lui a faites le major Melo Antunes, avant le 25 novembre.

Conclusion : le PCP a tenté d'instaurer une dictature stalinienne sur les bords du Tage. C'est la thèse classique de Mario Soares et de la droite portugaise, exposée avec plus de brio, et quelque talent, il est vrai.

Jean Daniel appuie son propos par des témoignages, des propos chuchotés, des semi-confidences que lui ont faites, à l'époque, des dirigeants du PS portugais ou Melo Antunes, du « groupe des neuf ». Seul ennui, dans cette démonstration, les faits sont plus têtus que les explications, et même un peu plus têtus que Jean Daniel lui-même.

Dans l'ordre : nul ne conteste la différence qui existe entre le PCP et le PC espagnol ou italien. Le premier a tenté de « chevaucher » le mouvement de masse, durant l'année 1975 tandis que les seconds ont un penchant pour la « capitulation par anticipation ». Personne ne conteste à Jean Daniel le droit de préférer les seconds au premier. A condition de ne pas prendre la « chevauchée du tigre » pour la « prise du palais d'Hiver » ! Le PCP a multiplié les manœuvres, les intrigues, les pressions pour renforcer en sa faveur le rapport de forces sur l'échiquier civil et militaire. Mais il n'a jamais voulu

ni tenté de prendre le pouvoir, M. Jean Daniel.

Alors, l'affaire du *Republica* et le 25 novembre ? Justement. Même Mario Soares, qui défend par ailleurs les mêmes thèses que le directeur du *Nouvel Observateur*, reconnaît explicitement (1) que le conflit du *Republica* fut provoqué par une majorité d'ouvriers et de journalistes « gauchistes » et qu'il fut accueilli dans les locaux du journal de Raul Rego aux cris de : « A bas Soares et Cunhal » ! Le 27 juin 1975, dans *l'Unité*, le dirigeant socialiste portugais Lopes Cardoso (qui, il est vrai, risque d'être exclu aujourd'hui pour s'opposer à la « ligne Soares ») reconnaissait que l'affaire du *Republica* n'avait pas été déclenchée par le PCP.

Quant au 25 novembre, c'est encore plus évident : les unités les plus influencées par le PCP (fusiliers marins) ont décidé de ne pas bouger et de ne pas appuyer le RALIS et la police militaire confrontée à l'attaque des commandos de Jaime Neves. Des « putchistes » qui ne s'engagent pas le jour du « putch » ? Singuliers putchistes s'il en est, n'est-ce pas ?

Mais à quoi sert donc aujourd'hui la défense de la « ligne Soares » alors ? A préparer demain une rupture entre PC et PS ou au moins la formation d'un gouvernement PS homogène ? Peut-être... Mais ce n'est pas sûr. Alors est-ce que la « ligne Soares » que reprennent aujourd'hui les « socialistes responsables » n'est pas celle qui, sous couvert de lutte contre le stalinisme, était en fait prête à toutes les alliances à droite, y compris avec le PPD, le CDS et éventuellement les fascistes de l'ELP contre le développement de ce que Mario Soares a appelé « l'anarcho-populisme », ce que François Mitterrand appelle déjà le « mouvement inorganique », d'auto-organisation des travailleurs, des paysans et des soldats. Car, toutes les petites phrases de Nantes contre le « débordement » montrent que c'est bien là que gît le principal lièvre dans le débat masqué qui se mène sur la « ligne Soares ».

M. Rovere

(1) Portugal : quelle révolution ?

## Me Croissant, avocat des prisonniers politiques de la RAF, demande l'asile politique à la France

Klaus Croissant a tenu hier une conférence de presse à Paris pour annoncer qu'il demandait l'asile politique à la France. Au cours de cette réunion, M<sup>e</sup> Croissant, avocat des prisonniers politiques de la Fraction armée rouge, a fait l'historique des innombrables persécutions et limitations de droit dont il a été victime, dans l'exercice de sa profession comme dans sa vie privée.

En novembre 1974, à la suite du décès de Holger Meins, prisonnier politique membre de la RAF (Fraction armée rouge), au 53<sup>e</sup> jour d'une grève de la faim, M<sup>e</sup> Croissant tient une conférence de presse. Il est poursuivi par le ministre de la Justice pour « insulte contre l'Etat allemand ». En 1975, est promulguée une loi permettant l'exclusion de la défense d'avocats « fortement soupçonnés de soutenir une association qualifiée de criminelle ». Par cette même loi, la défense collective est interdite. En vertu de cette même loi, Croissant et d'autres avocats ne peuvent plus défendre les prisonniers politiques de la RAF.

En juin 1975, à la suite de la mort de Siegfried Hausner, militant de la RAF transporté à la prison de Stammheim en dépit de ses graves blessures, M<sup>e</sup> Croissant tient une nouvelle conférence de presse et annonce qu'il porte plainte contre les autorités judiciaires pour meurtre. C'est alors qu'il est arrêté une première fois, ainsi que M<sup>e</sup> Stroebele, un avocat berlinois. Klaus Croissant resta incarcéré sept semaines. Il fut libéré sous les conditions suivantes :

- caution de 8 000 marks (un peu plus du double en francs) ;
- pointage hebdomadaire au commissariat ;
- retrait de son passeport.

Depuis, M<sup>e</sup> Croissant est soumis à une surveillance incessante : son téléphone est écouté, des micros sont installés dans son cabinet, son appartement. Il est espionné, ses clients sont interrogés, la police essaie de transformer ses secrétaires en auxiliaires. En mai 1976, à la suite de la mort d'Ulrike Meinhof, dans des conditions plus que douteuses, Klaus Croissant demande la réunion d'une commission d'enquête internationale sur les conditions de cette mort. C'est alors qu'il est arrêté pour la seconde fois. Il reste cinq semaines en prison, le temps qu'un ancien militant de la RAF acheté par la police, retire ses déclarations contre Croissant.

Depuis, sa situation ne s'est pas améliorée, loin de là. En juin 1977, le parquet d'Allemagne fédérale a demandé pour la troisième fois son arrestation pour le simple motif que les sommes provenant de l'héritage

de ses parents auraient pu lui permettre de s'enfuir. Début juillet, il apprenait que la demande d'arrestation du parquet avait été rejetée, mais le problème n'était pas résolu pour autant : le parquet fera vraisemblablement appel.

Pour toutes ces raisons, Klaus Croissant estime qu'il ne peut plus exercer son métier en Allemagne fédérale et demande l'asile politique à la France. Il entend poursuivre la lutte contre les violations de droit constantes en RFA, l'accentuation de la répression. Rien ne garantit que le gouvernement français est prêt à accéder à cette demande. Le soutien de l'opinion publique, la solidarité de toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires seront donc décisifs pour que Croissant puisse, en France, continuer le combat.

Alain Brossat

### CHINE-ALBANIE

#### « Camarade Enver Hoxha » ne se traduit plus en chinois

On a pu observer, dimanche, à Pékin la première réaction de la Chine à l'éditorial de l'organe du Parti du travail albanais, *Zeri i Popullit*, du 7 juillet (voir *Rouge* du 11/7) qui critiquait très sévèrement la politique chinoise.

Pour la première fois depuis des années, l'ambassadeur albanais était absent de la cérémonie commémorant à Pékin le 34<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'armée populaire albanaise.

Outre la brièveté du compte rendu de l'agence Chine nouvelle, on pouvait remarquer qu'aucune référence n'était faite, contrairement aux années précédentes, au « camarade Enver Hoxha », le dirigeant du Parti du travail albanais, dans les courts extraits publiés de l'allocution traditionnelle de l'attaché militaire albanais à Pékin.

De même, contrairement aux années passées, Chine nouvelle n'a rapporté aucune parole de l'attaché militaire évoquant « l'amitié militante entre partis, peuples et armées (albanais et chinois) basées sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien ».

Cependant, il n'existe encore aucune réaction officielle chinoise à l'éditorial de *Zeri i Popullit*, ce qui n'empêche les interrogations des milieux diplomatiques à Pékin. Ceux-ci remarquent, entre autres choses, que cette condamnation albanaise survient après la mort de Mao et l'arrestation du « groupe de Shanghai », présenté autrefois comme la tendance radicale de la direction du PCC, au moment où est signé un accord avec la CEE, où l'on attend la visite de Tito à Pékin ainsi que la normalisation complète des relations sino-américaines avec la visite de Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain à Pékin en août. Pour certains observateurs à Pékin, ces éléments permettraient de penser que l'Albanie chercherait à se présenter comme la garante d'une ligne politique correcte au moment où de nombreux mouvements révolutionnaires pro-chinois sont désorientés à la suite de la mort de Mao et encore divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la nouvelle direction chinoise.

F.C.

## JAPON AUX ELECTIONS SENATORIALES, IMPORTANT REcul DU PC ET DU PS

Le Parti libéral-démocrate japonais, actuellement au pouvoir, conserve la majorité au Sénat contrairement aux pronostics de la presse japonaise. Il obtient 124 sièges contre 126 aux élections de 1970. Par contre, on assiste à un recul des partis de l'opposition de gauche : le Parti socialiste qui obtient 56 sièges contre 61 en 1970 et le Parti communiste avec 16 sièges contre 20.

Ce sont les partis du centre qui améliorent leur position : le Komeito (boudhiste) passe de 24 à 28 sièges, le Parti social-démocrate de 10 à 11 sièges et le Nouveau Club libéral de 1 à 4 sièges. Les nouvelles formations, citoyens socialistes et libéraux progressistes unifiés ne gagnent qu'un siège chacun.

Le Parti des femmes qui se présentait pour la première fois, dans le but de « mobiliser les femmes japonaises contre le chauvinisme masculin » et qui voulait

« établir la suprématie féminine au Japon dans les années 80 », n'a pas eu d'élués et la dirigeante de ce parti a annoncé sa dissolution.

Alors que la participation électorale à ces élections a été une des plus élevées dans le Japon d'après-guerre avec 68,5 % le résultat constitue un sérieux recul de l'opposition de gauche. Surtout si l'on considère que les chiffres cités plus haut concernent la totalité des sièges au Sénat, alors que seule la moitié d'entre eux étaient à renouveler. Ce recul est confirmé par le résultat des élections municipales à Tokyo. Dans la capitale japonaise, la majorité du conseil municipal était constituée d'une alliance entre le Parti communiste, le Parti socialiste et le Komeito (boudhiste). Ils n'ont obtenu au conseil que 54 sièges sur un total de 126, contre 72 à la coalition du Parti libéral-démocrate du Nouveau Club libéral et du Parti social-démocrate.

Le Premier ministre, Takeo Kukuda, déclarait à la presse, lundi soir, qu'il n'était plus désormais question de dissoudre la Chambre des députés, ni de remanier le gouvernement comme le bruit en avait couru en cas de défaut du PLD à ces élections.

Les responsables de la fédération du patronat japonais se sont félicités du résultat des élections de dimanche et ont fait appel au gouvernement pour qu'il aide les entrepreneurs à relancer l'économie



## ANNONCES



● Pour lire en vacances un gros numéro d'« Afrique en lutte ». Au sommaire, un dossier Mozambique. Une contribution sur la présence soviétique et cubaine en Afrique. Le point sur la situation au Zimbabwe, en Na-

mibie et à l'île Maurice. Où en est le Congo après la mort de N'Gouabi ? Et des articles sur le Togo, la Rhodésie, le Sénégal. 10 F en vente à la librairie Rouge, 10, impasse Guéméné 75004 Paris.

● Vient de paraître « Libération-Afrique » n° 21. Un dossier sur l'uranium namibien. La situation au Zimbabwe. Le discours de Machel après la conférence de l'ONU, à Maputo. Commande à Ginette Pigeon, 24, boulevard Bessières 75017 Paris.

● « La Femme africaine et l'apartheid ». Un ouvrage de Hilda Bernstein qu'on peut se procurer en écrivant au Mouvement anti-apartheid de Suisse. Case 182 1211 Genève 12 (12 FF).

ITALIE

Après la libération de Francisco Berardi, animateur de « Radio-Alice »  
Le complot se complique

Le « complot » contre la ville de Bologne se précise. Plus il se précise, plus il devient clair que la machination est grossière. En mars, les manifestations étudiantes auraient été ourdies par une organisation internationale d'extrême gauche ayant des ramifications en France. *Il Populo*, le canard de la Démocratie chrétienne, *Avanti*, celui des socialistes et *l'Unita*, l'organe du PCI rapportent cette « information », avec prudence nous dit-on. Ceux qui se demandaient encore à quoi pouvait servir le compromis historique ont là une réponse dénuée de toute ambiguïté. On ne s'embarrasse pas de nuance dans la défense de l'Etat italien.

Francesco Berardi y est accusé d'être au centre d'un trafic d'armes. Donatella Rati et sa sœur, Annie Rati, les filles d'un milliardaire bolognais, seraient soupçonnées de complicité. Le complot prend forme. Pour le PCI, c'est faire l'économie du débat avec les mouvements de masse qui contestent son rôle,

même si c'est de façon contestable, en s'en débarrassant par des méthodes de basse police.

Il est curieusement fait allusion à des ramifications du « complot » en France, après qu'il ait été publié, en Italie, un manifeste d'intellectuels français dans lequel ceux-ci s'inquiétaient du cours nouveau de la répression en Italie et en particulier à Bologne. Il avait fait tilt et un contre-feu violent avait rempli les premières pages des journaux. Le maire communiste de Bologne, Zangheri, y expliquait, sans rire, que sa ville était très calme, très démocratique, absolument pas répressive et il les invite, dans *le Monde*, à s'en rendre compte sur place.

La demande d'extradition contre Francesco Berardi, sur laquelle la chambre d'accusation doit statuer, le 26 juillet, paraissait mal barrée après sa remise en liberté. Ces nouvelles accusations montrent que le juge Catelanotti ne manque ni de ténacité, ni d'imagination.

David Freiman

ERYTHREE

L'isolement international

Comme nous l'écrivions hier, l'importante ville industrielle de Kären a été prise par le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée). Au cours d'une conférence de presse, Nafi Kurdi, porte-parole du FLPE en France, a confirmé la nouvelle.

Une occasion pour lui de déplorer l'isolement international dans lequel se trouve le mouvement de libération érythréen. Il faut savoir en effet que ni l'OUA (Organisation de l'unité africaine) ni la Chine (qui soutient le régime éthiopien, le DERG), ni Moscou et ses alliés (qui participent aux opérations militaires contre l'Erythrée) n'ont voulu accepter le droit à l'autodétermination du peuple érythréen.

Quant au soutien des pays arabes, il est plus sujet à caution. L'Arabie Saoudite, par exemple, appuie politiquement le Front depuis la chute de Haïlé Selassié, mais dans la pratique, s'emploie financièrement à donner une réalité au groupe fanto-

che d'Osman Sabbeh sur la frontière soudano-éthiopienne. Même si la Lybie envisage de reconsidérer sa position, jusqu'à plus ample informé, elle continue à appuyer le DERG.

Quoi qu'il en soit, les stratèges du régime éthiopien auront fort à faire au vu des défaites militaires qu'ils accusent actuellement. De même, on voit mal comment ils pourraient concrétiser leur projet de morcellement de l'Erythrée, pour créer trois provinces autonomes avec l'Ethiopie: le Begemden, le Tigre et une région baptisée Afar.

Cela ne saurait cependant pas dédouaner le mouvement ouvrier français quant à ses tâches de solidarité politique et surtout pratique. Les zones libérées en Erythrée ont besoin de matériel, de médicaments, tout autant que de nourriture en regard de la famine qui commen-

Frank Tenaille

Comité de soutien: BP 240 07 — 75327 Paris Cedex 07.

ETAT ESPAGNOL

Dévaluation de la peseta

La peseta espagnole a été dévaluée, hier, de 20 % par rapport au dollar. Avec la dernière série de baisses de la monnaie américaine, le franc français est revalorisé d'environ 25 % par rapport à la monnaie d'outre-Pyrénées.

La dévaluation est présentée comme « une mesure inévitable », rendue obligatoire par « le rythme très élevé de l'inflation » (l'Espagne s'est située l'année dernière en tête des pays de l'OCDE avec une hausse des prix de 18 %), par le déséquilibre de la balance commerciale et par la situation de la peseta sur les marchés internationaux. Mais les milieux bancaires internationaux « s'étonnent » que cette décision ait été prise en plein mois de juillet, elle constitue un « cadeau » aux touristes présents et une perte sèche importante de devises étrangères. Cette décision tient sans doute à la fois aux sollicitations pressantes des instances financières internationales (FMI et OCDE) ainsi qu'à la volonté de l'équipe Suarez de mener de front la bataille de l'austérité économique et les réaménagements institutionnels.

Dans la « déclaration-programme » de quatre pages, Suarez annonce qu'avec la stabilisation de l'économie, l'autre priorité que s'est

fixée le nouveau cabinet est la rédaction rapide d'une constitution, après consultation de tous les partis politiques. En interromptant pendant deux heures, lundi soir, le Conseil des ministres pour donner au premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Felipe Gonzales, la primeur des mesures économiques et en recevant, hier soir, Santiago Carrillo, le gouvernement Suarez entend associer au char de l'austérité et du « pacte social », comme à celui du « pacte constitutionnel », les principaux partis ouvriers.

Quant aux syndicats ouvriers, il leur est simplement demandé « d'être compréhensifs et de mettre un frein à leurs demandes réitérées d'augmentations de salaires. Le sacrifice pour combattre l'inflation doit être collectif. Les salaires doivent augmenter selon une planification programmée et modérée ». Cela a au moins le mérite de la clarté.

La conférence de presse de Mitterrand

« NOUS NE TOUCHERONS PAS AUX POUVOIRS CONSTITUTIONNELS DE GISCARD »

François Mitterrand tenait conférence de presse, hier après-midi, à l'Assemblée nationale. Quatre jours après le discours de Giscard, à Carpentras, on retiendra principalement de ses propos qu'il se plie au chantage constitutionnel du président. Ne déclare-t-il pas à l'avance que l'Union de la gauche ne touchera pas aux pouvoirs légaux de

Giscard et qu'elle mettra simplement fin à son « domaine réservé » sur les affaires du pays ? Subtile nuance que vient confirmer cette petite phrase : « Si nous gagnons en 1978, c'est pour avoir une majorité parlementaire dont sera issu le gouvernement. Ce n'est pas pour occuper la présidence. »

Dans sa déclaration liminaire, le premier secrétaire du Parti socialiste a souligné : « M. Giscard d'Estaing s'est proclamé, à Carpentras, président de la droite, président des forces conservatrices (...) Mais, à qui

ment et élections primaires partout où il lui plaira. »

Après avoir dressé le bilan économique désastreux du gouvernement, François Mitterrand en est venu à l'actualisation du Programme commun : « Celle-ci, a-t-il dit, doit prendre en compte les événements survenus au cours des cinq dernières années. Là s'arrête la mission des quinze négociateurs qui n'ont pas reçu mandat d'établir un deuxième Programme commun, mais de mettre à jour le premier. » Enfin, le leader de la gauche a précisé que son parti lancerait, à l'automne, quatre campagnes nationales sur l'emploi, sur le plan — qui fera l'objet d'une convention nationale —, sur la ville et sur la décentralisation.



s'adressait-il en vérité ? A M. Chirac. Il a pris les Français à témoin d'une querelle intérieure à la majorité sortante. Il est facile de comprendre que M. Chirac peut désormais se montrer conciliant puisqu'il a obtenu ce qu'il voulait : maintien du scrutin d'arrondisse-

Répondant ensuite à une question sur le maintien de Giscard à la présidence en cas de victoire de l'Union de la gauche aux élections législatives de 1978, le premier secrétaire du PS a précisé sa pensée sur le débat constitutionnel : « Il ne m'appartient pas de décider, a-t-il fait remarquer. Vous devriez aller le demander à M. Giscard d'Estaing. Ce que le Parti socialiste demande, c'est le respect de la Constitution. Les propositions du Programme commun, à cet égard, sont connues depuis cinq ans. Elles n'autorisent personne à parler de « coup d'Etat ». La procédure de révision prévue par la Constitution de 1958 sera respectée. (...) Compte tenu des réformes prévues par le Programme commun, il est faux de prétendre que le président de la République ne disposerait plus, demain, des pouvoirs que la loi suprême lui confère. »

S'agissant de l'attitude du Parti communiste à l'égard d'un éventuel

gouvernement de gauche, François Mitterrand a déclaré que si « tout débat sur la composition de ce gouvernement resterait prématuré », il souhaitait, pour sa part, que « les trois partis signataires du Programme commun prennent ensemble leurs responsabilités ». Il a également révélé qu'il ne se rendrait pas aux Etats-Unis avant le scrutin de mars 1978 — contrairement aux rumeurs qui avaient couru — et exprimé le souhait que la révision constitutionnelle, les nationalisations et la décentralisation fassent l'objet des travaux de la première session du nouveau Parlement qui serait issu d'une victoire de la gauche.

P. J.

CRISE AU CONSEIL MUNICIPAL DE MONTPELLIER

L'Union de la gauche avait fait grand cas du ralliement d'une quatrième composante à sa liste municipale, Paul Jouffroy, tout récemment démissionnaire du secrétariat fédéral du RPR de l'Hérault, représentait donc les gaullistes d'opposition dans la nouvelle municipalité de Montpellier. Il vient de démissionner avec fracas de ses responsabilités estimant que le député-maire du PS, G. Frèche, faisait preuve d'un autoritarisme sans limite et « compromettrait ainsi gravement ses engagements électoraux ». Voilà donc le gaulliste de service « qui tombe à gauche » face à un conseil municipal qui n'a pas tenu ses promesses électorales concernant l'ouverture aux commissions extra-municipales et aux associations de quartier.

Etre lesbienne « ce n'est pas sain » disait lundi soir le professeur Amoroso à la télé

Lundi soir, une fois de plus, le glorieux D' Amoroso défendait les couleurs de la normalité à l'émission « l'Huile sur le feu ». Il y a deux mois, l'homosexualité masculine était sur la sellette avec Jean-Louis Bory comme invité Bouvard avait invité, lundi, Elula Perrin. Elula a écrit un livre (« Les femmes préfèrent les femmes ») et, depuis huit ans, elle dirige le Katmandou, caractérisé de « night club » féminin par les « Officiel du spectacle » et autres « Pariscope ».

Elula était chargée de défendre cette « espèce qui se multiplie sans jamais se reproduire », comme l'a présentée avec grâce Bouvard.

Tout au long de l'émission, ce sont les lieux communs qui vont être égrenés avec constance par le D' Amoroso, spécialiste en sexologie... et criminologie ! « Vous n'avez connu qu'un homme », clamera-t-il comme un forcené, alors c'est parce que vous avez une « totale inexpérience en matière masculine » que vous êtes lesbienne, mais il ne faut pas généraliser une « expérience naturelle » ratée. Et voilà, encore une fois, un spécialiste affirme : si vous êtes lesbienne, c'est parce que vous êtes « mal baisée » ou même, pourquoi pas, comme l'écrivait un autre médecin cité par Elula, parce que vous avez des « traits communs peu

affriolants pour le désir masculin ». D'ailleurs, si les hommes étaient un peu plus virils, étaient comme « un tigre qui dévore », par exemple, si la « dévirilisation massive et mondiale » ne s'étendait pas, si la phalocratie disparaissait, autrement dit, si les hommes savaient mieux y faire, il y aurait moins de lesbiennes, dira Amoroso sans rire. Rares sont celles qui le sont par hérédité, rares les « hormonalelement typées », nous rassure-t-il.

De toute manière, sa condamnation est sans appel : une femme sans homme, c'est un « déséquilibre affectif à graves conséquences » et surtout, c'est « pas sain ». Sachez, si vous n'avez pas de relations sexuelles avec un homme, si vous n'avez pas d'enfants, que vous risquez une « infection des seins » et même un « dérangement hormonal » ! Voilà ce à quoi Elula était confrontée, cela et les regards rigolards et complaisants qui disaient : « Dommage, car vous êtes plutôt jolie femme », cadrage des caméras remontant, insistantes, le long des jambes ou gros plan sur le visage de celles qui, dans la salle, étaient venues la soutenir.

Au-delà du discours même, cette émission était bien la preuve que la sexualité féminine a toujours été niée et que les hommes supportent mal qu'une femme puisse vivre, être heureuse et éprouver une quel-

conque jouissance sans leur concours.

Cela, Elula l'a affirmé, dénonçant cette société entièrement masculine dont elle partage le refus avec « toutes les femmes qui militent dans le mouvement ».

Pour Elula, qui n'a pas à se cacher parce qu'elle dirige une boîte, combien vivent cela dans la culpabilité et la clandestinité totale, obligées d'avoir une double vie ? Celles-là aussi, Elula a voulu les défendre en dénonçant, par exemple, le fait que vous, fonctionnaires et homosexuelles, vous avez peut-être ce qualificatif inscrit sur votre dossier noir.

Mais Elula a parfois joué le jeu de la complaisance, en particulier en partageant la critique des « Jules », image de l'homosexualité qui nous est souvent jetée en caricature, mais dont ni Bouvard, ni Amoroso n'ont à se faire jeu.

« Nous devons être les plus féminines possibles », déclare-t-elle défensive, il ne faut pas choquer, etc. Cela, c'est son opinion, d'ailleurs elle ne prétendait pas parler au nom de toutes les homosexuelles, dont pour l'instant, la voix est encore bien peu entendue, que ce soit dans le mouvement des groupes femmes, comme dans les organisations d'homosexuel(le)s, elles-mêmes.

Suzette Triton

Elula Perrin: *Les femmes préfèrent les femmes*, éd. Ramsay.

# Le 14 juillet, l'armée parade. Le revers de la médaille (militaire) est loin d'être brillant

Si l'espace d'une journée, l'armée semble s'ouvrir à tout vent, c'est pour bien vite redevenir la grande muette, univers feutré d'où rien ne transparaît, où l'on frappe à volonté des appelés qui ont le tort d'avoir un nom à consonance arabe, où l'on meurt en manœuvre, écrasé sous un char ou une avalanche (Bridet), noyé dans la Durance, pendu dans sa cellule (Emmanuel Belkessa). Contre cette « zone de non-droit », le mouvement des

soldats organisés dans plus de 100 comités, à l'heure actuelle, lutte opiniâtement. Notre 14 Juillet, ce n'est pas celui de l'armée de guerre civile, de l'armée briseuse de grève, ce n'est pas celui des interventions au Zaïre, notre 14 Juillet c'est... le 1<sup>er</sup> Mai des comités de soldats dans la rue pour les droits démocratiques.

P. M.

## 12 morts en deux manoeuvres ?

Plusieurs dépêches de l'AFP nous sont parvenues concernant les accidents survenus lors des manoeuvres « Rhône 77 » et « Iberia » qui se sont déroulées du 20 au 24 juin derniers, celles-ci font état de « un mort et de deux disparus » emportés dans la Durance, et de deux morts écrasés sous leur automitrailleuse. Le comité de soldats du 4<sup>e</sup> régiment de chasseurs de La Valbonne dont nous reproduisons ici le communiqué, fait état de douze morts.

« (...) Cette manoeuvre avait pour but un exercice de défense des missiles nucléaires du plateau d'Albion dans le cadre de la DOT (...) Trois paras ont trouvé la mort, noyés en traversant la Durance, alors qu'un pont se trouvait à proximité, mais cela se voit trop, paraît-il, de traverser une rivière sur un pont ; d'autre part, des incidents moins graves se sont produits en cours de manoeuvres : plusieurs soldats de commandos de l'Ain auraient été blessés à coups de pierres, un lieutenant de la base aurait été blessé à coups de couteau, quoi qu'il en soit les autori-

tés militaires n'ont pas cru bon d'informer les soldats.

« La manoeuvre Iberia (...) a été encore plus meurtrière ; les « attaquants » de Rhône devenaient les « défenseurs » et notre régiment, avec le 1<sup>er</sup> REC, devenait « écarlate » pour « attaquer la patrie ».

« Bilan provisoire de cette glorieuse épopée : 9 morts ! Le maréchal des logis Goeti, du 4<sup>e</sup> RC, un légionnaire du 1<sup>er</sup> REC, tous deux écrasés par leur automitrailleuse et 7 paras (1 dont le parachute s'est mis en torche, 3 dans un accident de jeep, 1 tombé d'un arbre dans lequel il se camouflait, 2 dans un accident d'hélicoptère) (...).

« Les manoeuvres Rhône du 13 au 17 juin et les manoeuvres Iberia du 20 au 24 juin ont été marquées par de nombreux incidents. Un escadron de notre régiment participait à Rhône, le régiment dans son ensemble à Iberia.

« Toutes ces informations ont bien entendu circulé de bouche à oreille ; elles sont donc incomplètes (excepté le cas du maréchal des logis Goeti) ; les autorités militaires se sont bien gardées de dire la vérité aux soldats. »

« Le comité de soldats du 4<sup>e</sup> régiment de chasseurs dénonce l'entière responsabilité de l'armée dans la mort de ces hommes. Les conditions de manoeuvres ont été particulièrement lamentables : manque de sommeil, nourriture infecte, matériel en mauvais état et, en plus, un temps épouvantable pour Iberia, qui comptait de nombreux véhicules (...) dans une région très accidentée (l'Aveyron).

« Nous exigeons que les commissions d'enquête civiles fassent toute la lumière sur ces décès ainsi que sur tous les incidents qui ont marqué ces manoeuvres (...). Il est inadmissible que l'armée puisse taire ces événements et disposer ainsi de la vie et de la sécurité de milliers de soldats.

« Nous appelons également les soldats à s'organiser pour refuser les missions dangereuses ou qui n'offrent pas les garanties suffisantes de sécurité. La mort à l'armée n'est pas une fatalité ou une conséquence des lois de probabilité.

« Une fois de plus l'armée tue. Qu'on ne compte pas sur nous pour garder le silence. »

Comité de soldats du 4<sup>e</sup> régiment de chasseurs La Valbonne (01)  
Le 28 juin 1977

## AMAR BERCHICHE SANCTIONNE POUR AVOIR SUBIT DES INJURES RACISTES

Hier matin, s'est tenue une conférence de presse à l'initiative du père de Amar Berchiche et de son avocat M<sup>o</sup> Pudlowski pour rappeler le déroulement de l'affaire. Amar Berchiche effectuant son service militaire au fort de Vincennes a subi des injures racistes, a été violemment frappé par le sergent Roger. C'est pourtant Amar qui s'est vu infliger 60 jours d'arrêt de rigueur à la suite de ces événements, il vient, en outre, d'être muté à Stetten en Allemagne avec la plus grande discrétion... M<sup>o</sup> Pudlowski va porter plainte auprès de deux instances : le directeur de la gendarmerie et de la justice militaire, d'une part, et le procureur de la République, d'autre part, pour injures racistes et coups et blessures volontaires. Dans une lettre du 4 juillet du directeur de la justice militaire, J. Cochard répond que « l'enquête est en cours », or, le 7 juillet, paraît un communiqué du ministère de la Défense affirmant qu'il s'agit d'une affaire « purement disciplinaire » et que « des sanctions sévères ont été prises contre les responsables directement concernés ». Outre qu'en fait de « responsables », c'est bel et bien Amar Berchiche qui est sévèrement sanctionné ainsi que deux soldats mutés dans des unités commando (la victime et les témoins sont punis !), outre le fait que le sergent Roger continue à parader, outre le fait que l'ami de Amar : Amran Abdul Medjid, vient de bénéficier d'une libération anticipée, il apparaît clairement que Bourges a voulu couvrir les sous-officiers responsables.

M<sup>o</sup> Pudlowski a dénoncé l'arbitraire total de la procédure pour le moins expéditive employée par le ministère désireux d'étouffer l'affaire.

« Le fait que le délit soit couvert par le ministre donne à cette affaire, pour le MRAP, un caractère national et politique. Le MRAP, ainsi que la Ligue des droits de l'homme comptent entamer des démarches auprès des pouvoirs publics et des groupes parlementaires. La constitution d'une commission d'enquête civile regroupant les organisations ouvrières et démocratiques permettrait de lever le mur du silence dans lequel s'enferme l'armée pour les cas similaires. Le père de Berchiche s'est, quant à lui, déclaré prêt à poursuivre jusqu'au bout son combat pour que la justice soit rendue. On peut écrire au dragon Berchiche ESS prem. SP 69145, qui poursuit ses arrêts de rigueur en RFA. Patrick Mars

# La Gazette de Malville



### PARIS

#### Avis aux citoyennes et citoyens

Le 13 juillet à 20 h, place St-Michel, une nouvelle Bastille est à prendre : le nucléaire. Le ci-devant Super-Phénix sera guillotiné, sous les injures et les ovations du

peuple parisien. Les citoyens et citoyennes sont invités à manifester leur joie autour du cadavre. Et on ne vous dit pas tout...

Comités Malville, Paris

### MARSEILLE

Jeudi 14 juillet, le collectif Malville de Marseille organise une fête de popularisation pour la marche. Place Carli, à partir de 17 h. Il y aura bal, forums, et projection de : Nucléaire, danger immédiat.

### BOURGES

Le comité antinucléaire de Bourges est jumelé avec le comité de Serrières de Briord. Un départ collectif est en train de s'organiser. Pour tous renseignements, téléphoner au (36).70.00.48.

### TRIBUNE

gouvernement bourgeois notre détermination. Pour cela nous proposons aux comités antinucléaires à l'origine de la mobilisation et à toutes les forces la soutenant d'envisager l'occupation du site et non une présence passive sur les lieux.

« Cette manifestation ne doit pas non plus être une fin en soi. Elle doit constituer explicitement une nouvelle étape de la mobilisation pour un moratoire sur le programme électronucléaire. Ce moratoire permettra le large débat, indispensable

avant l'adoption éventuelle d'aussi graves décisions. Ce moratoire devra également être utilisé pour pousser les recherches sur les énergies alternatives. »

« Ces objectifs exigent une coordination permanente des comités, notamment au niveau national. Il faut associer à ces coordinations les organisations, les syndicats, les partis qui se prononcent contre le programme électronucléaire. »

Déclaration du collectif national des Comités communistes pour l'autogestion du 3.7.77.

### Communiqué des Amis de la Terre de Grenoble en réponse à Brice Lalonde et (ou) Amis de la Terre de Paris (Voir « Rouge » des 9-10 juillet).

« Nous avons trouvé proprement scandaleuse la lettre largement diffusée par Brice Lalonde au sujet du rassemblement des 30 et 31 juillet à Malville :

1. Vous ne devriez pas ignorer la réalité politique des comités Malville. Vos « soi-disant » et autres guillemets méprisants sont inadmissibles pour nous qui participons pour la plupart à ces comités. Si vraiment vous étiez ignorants, vous pourriez vous informer par un autre biais que par une lettre ouverte qui est plus un geste de défiance qu'une vraie question.

2. Ce qui n'est pas une « soi-disant coordination » s'est prononcée depuis le 21 mai pour un rassemblement massif et pacifique et la concrétisation de ce mot d'ordre fait l'objet d'un débat auquel vous pouvez vous associer de la même façon que les groupes locaux.

3. Une réunion unitaire très large est convoquée cette semaine par le comité Malville pour lancer un appel commun au rassemblement. De toute façon, les organisations sont moins bien placées que le ministère de l'Intérieur pour vous donner les garanties de non-violence que vous demandez.

« Pour terminer, comme le dernier numéro de la Baleine, nous appelons tous les Amis de la Terre (y compris Parisiens) à venir à Malville, ce qui nous paraît plus responsable que de mettre en cause le rassemblement trois semaines avant l'échéance : délai un peu court pour prendre vos responsabilités. »

# Après l'accord du Parisien libéré

## Les travailleurs du Parisien libéré étaient dans la rue

Plus de 1 500 personnes ont participé, hier matin, à la « manifestation de la victoire » de ceux du « Parisien libéré ». Organisé par la seule CGT, ce défilé fut marqué par un sectarisme débridé. Si les regards désapprobateurs de certains bourgeois montraient bien que le sens de cette manifestation ne leur échappait pas, la tonalité du cortège ne pouvait satisfaire tous ceux, et ils sont nombreux, qui se sont mobilisés durant plus de deux années pour le « Parisien libéré ».

À 11 heures, plusieurs centaines d'ouvriers sont déjà massés devant les grilles closes des anciennes imprimeries du « Parisien libéré », rue d'Enghien. Ces bâtiments, occupés pendant plus d'un an par les travailleurs, ont été évacués par la police, en décembre dernier. Ils sont vides et des murs de parpaing bloquent les issues. L'ambiance est animée : « On les a bien eus ». Un ouvrier pense déjà aux réjouissances prévues à la Bourse du travail : « On a bien mérité le champagne de la victoire. » Le sentiment du succès domine.

La manifestation s'ébranle. En tête, ceux du « Parisien libéré » puis Chaix, une délégation du « Monde » et un imposant cortège de l'imprimerie de « l'Humanité ». Les mots d'ordre insistent sur le rôle de la

CGT : « Vive la CGT », « Adhérez à la CGT » reviennent sans cesse. La plupart des imprimeries n'ont envoyé que des délégations symboliques, les autres secteurs, rien.

Le premier arrêt du cortège est pour « l'Humanité » : une petite estrade est dressée. Sous la banderole qui proclame : « L'Humanité » salue les travailleurs victorieux au « Parisien libéré ! », un petit discours est prononcé par un dirigeant de la Fédération du Livre CGT. D'entrée, il donne le ton : « Nous saluons tout particulièrement le journal « l'Humanité » et le PCF. » Son intervention est un éloge peu mesuré de l'activité des élus communistes, du rôle du « parti ». On ne dit même plus « communiste », la chose va de soi.

Puis, le cortège continue et passe devant les principaux journaux du centre de Paris. À l'arrivée, à la Bourse du travail, Henri Krasucki se félicitera, au nom de la CGT, de cette « magnifique victoire ». Au balcon, des représentants de la CFDT, de la FEN, du PS et du PCF, ont tenu à s'associer à cette célébration. Le sentiment de la victoire dépassait alors, et c'était heureux, les sigles que les uns et les autres s'évertuaient à brandir comme drapeau.

S. M.



## Où en est-on dans la presse parisienne ?

L'accord intervenu au *Parisien libéré* est apparu comme une victoire inattendue. En mars 1975, les ouvriers étaient dans une situation presque désespérée : leur patron leur refuse tout travail, il ne les considère plus ni comme ses employés, ni comme des licenciés. En juillet 1977, la moitié d'entre eux se voient proposer un emploi dans la presse, dont 110 au *Parisien libéré*. Là est la victoire de l'opiniâtreté des ouvriers du *Parisien* et de la solidarité que la FFTL a développée autour d'eux. Cela, il ne s'agit pas de le nier.

Il faut cependant aujourd'hui se pencher sur la situation de toute la presse parisienne en 1977. H. Krasucki déclarait, hier, qu'Amaury voulait « détruire le Syndicat du Livre parisien, pour liquider tout le système de protection contractuelle dont bénéficie cette profession ». Si sur le premier point, le Syndicat du Livre est toujours puissant, qu'en est-il du maintien des « protections contractuelles » ?

### Le coup de force d'Amaury

Quand Amaury lançait son coup de force en 1975, ce n'est pas seulement parce qu'il était un patron réactionnaire. C'est qu'un accord entre tous les patrons de la presse parisienne et la FFTL (annexes techniques de la convention collective de la presse parisienne) faisait de ce syndicat le maître de l'embauche et garantissait une journée de travail courte (5 heures environ) et des salaires élevés. Cet accord correspondait à l'usage des anciennes techniques d'imprimerie.

Or, les patrons voulaient introduire les techniques de l'imprimerie offset qui permettent à la fois d'accélérer les cadences et d'employer une main-d'œuvre moins

qualifiée. Il y avait là de sérieuses menaces pour les acquis. Amaury visait donc à la fois à se débarrasser de la CGT en installant ses imprimeries hors de Paris avec du personnel recruté grâce à FO et à installer une imprimerie modernisée.

Dans cette brèche, les autres patrons de presse étaient tentés de s'engouffrer. Alors que le conflit du *Parisien libéré* est installé dans la lutte, la FFTL-CGT et les patrons de presse — à l'exception, bien sûr, d'Amaury — s'installent à la table des négociations en 1976. Il s'agit de discuter des conditions de la modernisation offset.

La question cruciale est bien sûr : y aura-t-il des licenciements ? Si la FFTL s'était donnée les moyens de les refuser, la modernisation aurait pu signifier une amélioration des conditions de travail. Mais, face à la détermination des patrons du Livre d'en faire une opération rentable, il n'y avait que la grève reconductible du Livre parisien qui pouvait l'imposer. Cette grève était possible, tous les ouvriers du Livre parisien sont syndiqués à la FFTL et tous se sentaient menacés.

Au contraire, la FFTL signait l'accord qui reconnaissait la nécessité de 800 licenciements en deux ans, la FFTL perdait le monopole de l'embauche. Des systèmes d'indemnisation, de formation, de préretraite avaient beau être mis en place, le fait était là. L'accord cadre prévoyait par ailleurs l'embauche prioritaire des licenciés du *Parisien libéré*, et acceptait donc que ce conflit ne s'achève pas par une victoire complète.

Après cet accord, la situation des ouvriers du *Parisien* change. Ils ne se battent plus pour qu'Amaury les réembauche tous, mais pour que l'accord leur soit appliqué à eux

aussi : réembauche de certains, reclassements d'autres, indemnités, etc.

### Une situation dégradée

Dès lors, seule l'obstination anticégetiste d'Amaury, et de sa fille ensuite, empêchait la négociation. Le nouveau dirigeant du *Parisien*, Bellanger, voulant sauver le journal, ne pouvait que souhaiter l'accord. La seule « surprise » de l'accord

présent est qu'il applique très largement l'accord-cadre, sans doute pour régler vite le conflit.

Les ouvriers du *Parisien* ont gagné donc ? Oui, certes, mais il faut reconnaître également que d'une façon générale, la situation du Livre parisien s'est dégradée en deux ans, les journées de travail se sont rallongées.

L'affrontement central avec les patrons de presse, hélas différé jusqu'à aujourd'hui, ne pourra indéfiniment être retardé.

P. Verdon

P.L.

## Centre de tri Créteil

### Epilogue du sac de terre, un mauvais scénario policier

Début mai se déroulait une grève illimitée des nistrations avait eu peur et aujourd'hui, elle fait centres de tri automatiques de banlieue, vite régner dans les CTA un climat revanchard. arrêtée par manque d'élargissement. Mais l'admi-

### De notre correspondant.

Au tri de Créteil, dans le Val-de-Marne, l'administration annonce plus clairement la couleur. Lettres d'intimidation aux militants syndicaux pour avoir tenu des assemblées générales, et puis cette fameuse histoire de sac... Pendant la grève, un sac égaré était ramené par deux postiers à son endroit habituel. On apprenait un peu plus tard que le sac contenait de la terre et du carton. Bref, on aurait plutôt eu envie de rigoler. Mais, de l'autre côté, on ne trouvait pas ça très drôle, on en bavait même de haine : enfin, on allait pouvoir en coincer deux.

Toute la maîtrise s'en mêle, les inspecteurs de la brigade appellent à des sanctions exemplaires. Ils ajoutent qu'ils seraient « désemparés » si elles n'étaient pas prises. Le chef de centre, ensuite, charge et appuie tout ça. On parle de « tentative de

sabotage ». Pour terminer ce tableau en beauté, le directeur départemental annonce qu'il ira jusqu'au bout et proposera la révocation ou au moins la suspension des facteurs visés.

Et puis arrive un témoin qui accuse un troisième postier d'avoir rempli le sac. Un autre affirme la même chose mais la situe à un autre endroit. Quant à l'administration, elle ne veut montrer ses témoins.

Mais ce scénario mal monté n'avait pas prévu l'intervention d'autres acteurs, les travailleurs eux-mêmes qui se sont mobilisés contre cette farce et ont démonté le mécanisme. Aux interrogatoires du flic de l'administration, ils s'y sont rendus à cinquante : cinquante témoins, cinquante coupables certainement, puisqu'ils étaient déjà tous des grévistes.

## LE SAC A LIP ?

La vie continue à Lip malgré les « casseurs » officiels. Le « transfo », saccagé à la masse, samedi matin, est devenu un lieu de visite, symbole de l'acharnement des autorités à abattre une lutte qui dérange toujours. Mais d'autres menaces se précipitent et la section CFDT de Lip s'en fait l'écho dans un tract distribué à Besançon.

Sous le titre « Demain, Besançon égalera-t-elle Reims ? », les travailleurs affirment que « certains indices nous font sérieusement craindre une autre menace pour les jours qui viennent. En effet, un groupe du SAC (Service d'action civique), dont les tristes exploits ne sont plus à démontrer, aurait l'intention de s'attaquer à l'usine de Palente, de la détruire ou tout au moins de l'inonder. Cette menace est loin d'être vague puisque ce groupe plonge ses racines dans une grande usine de Besançon, trouve ses relais et son soutien à Sochaux et semble jouir de la complicité des pouvoirs publics ».

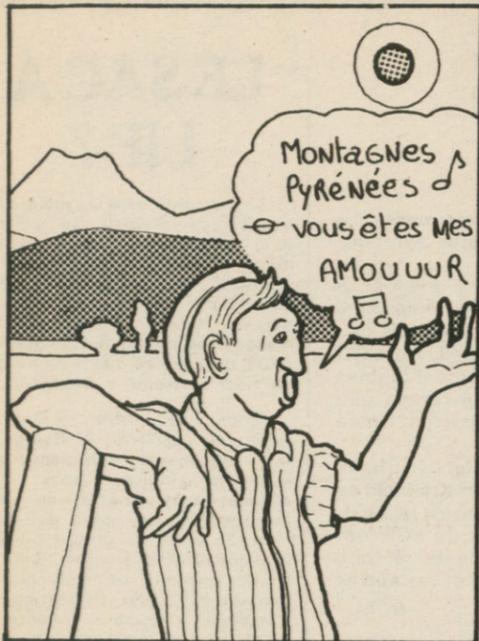
## Monsieur Téléphone en dérangement

Norbert Segard, ministre des PTT, soigne son image de marque de monsieur Téléphone. Hier, il visitait le tout récent central de Bagnolet, en banlieue parisienne. Mais les belles façades de cet immeuble de prestige cachent des réalités plus dures pour les travailleurs. Tous les centraux actuels sont construits en sous-sol. Sous le seul éclairage des néons, les travailleurs s'usent les yeux à des travaux délicats. Dans ces installations super-automatisées, les hommes comptent peu.

C'est pour cela que les travailleurs du centre, soutenus par des militants syndicaux (CGT, CFDT, FNT) des PTT, ont tenu à faire un brin de compagnie à Segard. Les banderoles ne l'ont pas quitté et il n'a pas apprécié les facéties du personnel qui l'ont subitement plongé dans l'obscurité de ces fameux sous-sols en manœuvrant les minuteries.

C'était aussi l'occasion de réaliser l'unité entre les employés des PTT et ceux de la LMT, entreprise privée chargée de l'installation et de la maintenance des équipements. Les syndicats sont contre la conception des centraux en sous-sol, ils demandent la réduction du travail à 35 heures et la création de 50 000 postes.

# LES COUCHES NOUVELLES



**Résumé:**  
DEVANT les PATRONS MEDUSES FRANKLIN JUNIOR TAYLOR A SORTI de SON ATTACHÉ-CASE UNE COUCHE POUR NOURRISSON adulte. cette couche est, selon lui LA SOLUTION A tous LEURS PROBLÈMES.

Taylor avait publié une brillante thèse d'économie politique "Shit and Power in France". Voici quelques extraits de sa thèse: "... La France est un pays très porté sur le cacca, elle reste jusqu'à nos jours fortement imprégnée de tradition



scatologique. Il est de coutume chez les paysans ariégeois d'aller faire ses besoins sur le seuil d'un voisin ennuyeux... Autre exemple, le bon roi Louis IX (1214-1270), plus connu sous le nom de Saint Louis, fils de Louis VIII et de Blanche de Castille, offrait tous les lundis de Pâques ses excréments en signe d'allégeance à sa Sainteté le pape Ferdinand.

**SALE**



Autre fait plus récent, Valéry Giscard d'Estaing nomma comme médiateur du gouvernement Aimé Paquet. C'était en fait une main tendue vers le Sud Ouest généralement socialiste. Expliquons-nous: "Le paquet en occitanie désigne la merde qui s'accumule au fond d'un slip. Par ce clin d'œil maladroit et touchant aux gens du Midi, Giscard montrait l'intérêt qu'il



portait à des régions fortement touchées par le chômage... Mais revenons au siège du C. N. P. F. ou Franklin tenait la couche dans sa main tremblante. Il jouait une très grosse carte, son audace n'allait-elle pas effrayer les industriels européens

**VULGAIRE**

# POUR QUE « ROUGE » VIVE !

## Des millions pourquoi faire ?

« A quoi, à qui peut bien servir ce numéro de Rouge d'aujourd'hui, lundi 4 juillet ? Aux amateurs du Tour de France ? Allons-nous subir les nouvelles du tour en première page jusqu'à la fin de celui-ci ?

« Attention, impasse menaçante ! Rouge imite — maladroitement — de plus en plus Libération. Les camarades postiers du IX<sup>e</sup> se trompent lourdement, à mon avis.

1. Parce que je ne crois pas du tout que Rouge soit trop « politicien » ; je déplore au contraire qu'il n'y ait pas assez de politique — c'est-à-dire d'analyse politique — dans Rouge (que sont, à ce propos, les résultats du questionnaire ? Quand les publierez-vous ?) ;

2. Ensuite, parce que si « tout le monde n'a pas la culture politique d'un étudiant, d'un intellectuel, d'un spécialiste de tel problème », et bien justement, il faut l'acquiescer ! (...) Je trouve très bien que certains des camarades postiers trouvent Rouge et Libé « complémentaires » et je n'ai nulle envie que Rouge ressemble davantage à Libé qu'il ne le fait aujourd'hui — sans compter ce qu'on nous annonce pour l'été et qui fait déjà frémir depuis quelques jours.

3. Il est faux de dire que « des phénomènes sociaux comme la drogue, le régionalisme, la délinquance... ne sont pas abordés » : en exagérant un peu, exprès, on est tenté de dire qu'on ne parle

plus que de ça ! Les militant(e)s de la LCR, tout comme le reste de l'extrême gauche, ne se reconnaissent plus au fait qu'ils ont des choses à dire sur le régime de Giscard ou le PCF ou la crise en Italie, mais au caractère plus ou moins tranché de leur position sur la drogue — dure ou molle — sur le nucléaire, sur le viol, les enfants, etc. Toutes choses qui, certes, constituent des « phénomènes sociaux » (qu'est-ce qui n'est pas un « phénomène social », camarades postiers ?) sont fort intéressantes mais qui ne sont pas forcément l'objet privilégié des réponses que l'organisation révolutionnaire en tant que telle doit donner, est capable de donner !

« Car, après tout, si on est ensemble dans la LCR ou autour d'elle, ce n'est pas prioritairement nos analyses respectives de la drogue ou de la délinquance ou du Tour de France qui nous réunissent ! C'est quand même, jusqu'à l'adoption de thèses plus « pop » par un futur congrès de la LCR, un cadre plus directement « politique » — ce qui ne veut pas dire « politicien », merci : des analyses de la crise économique et politique bourgeoise, de l'évolution des réformistes, de l'unité possible ou non avec des organisations révolutionnaires ou des non-organisés, etc. C'est les réponses qui doivent découler de ces problèmes-là qui font la raison d'être d'une organisation révolutionnaire puis

d'un parti : les autres questions, aussi « vitales » soient-elles dans notre « vécu quotidien », comme on dit aujourd'hui, ne nécessitent nullement que nous soyons dans une même organisation.

4. Est-ce même compatible ? Est-ce même souhaitable ? Pas sûr du tout !

C'est finalement une conception assez stalinienne du parti de penser que, parce qu'on appartient à une même organisation, à un même « courant de pensée » — lesquels ont été fondés sur de tous autres problèmes pour de tous autres buts — on devrait, tous ensemble, adhérer à une même conception (marxiste ? journalistique « ouverte » ?...) de la drogue, de la sexualité, de la vie quotidienne en général, sans oublier l'art...

« Que le parti se préoccupe de la vie quotidienne, que le journal la critique, c'est bien ; mais ça ne veut pas dire qu'il faut se laisser tomber dans les deux erreurs sensibles actuellement :

a) faire de l'organisation la « contre-société » chère aux sociologues bourgeois, capable de tout résoudre en son sein et qui se branche de plus en plus exclusivement sur ces problèmes-là ;

b) « réduire » la « critique de la vie quotidienne » à... décrire le Tour de France ! (...)

Un enseignant de Nanterre angoissé !

## PTION N° 38 SOUSCRIPTION N° 38 SOUSCRIP

Ancien total ..... 518 892,71  
Aujourd'hui ..... 11 351,62

Stagiaires « formation et démocratie »	395,00
Après deux semaines de grève, on est fauché, mais : souscription FNAC Etoile :	
X. P. délégué CFDT sympathisant LCR	100,00
P. P. délégué CGT sympathisant LCR	50,00
M. C. CFDT	10,00
G. R. CFDT	10,00
T. S. CGT	10,00
F. L. CGT	10,00
P. P. CGT	10,00
T. A. CFDT	10,00
B.	10,00
H. F. délégué CFDT	10,00
C. V.	25,00
P.	15,00
J.P. B. délégué CFDT	10,00
J.M. O. délégué CGT, militant PCF	10,00
L. D. CGT	15,00
G. S. CGT	20,00
J. G. délégué CGT	10,00
H. C. CFDT	10,00
C. R. délégué CGT, militant PCF	20,00
J.M. P. Rennes	200,00
J.M. O. Paris XII <sup>e</sup>	150,00
Imprimerie Paris XV <sup>e</sup>	300,00
Souvenir de vacances anglaises	
3 livres, Le Mans	25,50
Diffuseurs Pitié Paris XIII <sup>e</sup>	80,00
Militant OCT Pitié Paris XIII <sup>e</sup>	30,00
Diffuseurs CET Paris XIII <sup>e</sup>	90,00
P. N. Melle	15,00
« Pour que « Rouge » continue à paraître » Eric, Jean et Monique	
Essey-les-Nancy	20P,00
Sympathisant du GIM (section allemande de la IV <sup>e</sup> Internationale) Freiburg	70,00
Une sympathisante Castres	100,00
Un militant Estillac	31,62
Une réunion de lecteurs Vitry	30,00
J.C. P. enseignant écolo Créteil	50,00
R. G. 64 ans	50,00
M. G. CNRS	50,00
M. B.	100,00
Diffuseurs CET, lycée de Créteil et St-Maur	567,50
S. F. Rennes	100,00
Diffuseurs Poitiers	700,00
Militant LCR au SGEN Grasse	40,00
Médecin Grasse	200,00
Aide soignante CFDT Grasse	100,00
Militante CFDT Sécurité sociale Nice	10,00
Militant CFDT Sécurité sociale Antibes	10,00
Diffuseurs Paris XV <sup>e</sup>	150,00
R. F. Paris XX <sup>e</sup>	50,00
Cellule Montluçon	25,00
M. B. prof Gujan-Mestras, Bordeaux	100,00
J. G. Hérouville-St-Clair	100,00
J. K. (non trotskiste)	17,00
Un sympathisant et un sympathisant Rennes	40,00
M.F. N. militante LCR Carcassonne	50,00
J.J. F. Carcassonne	100,00
J.P. G. militant GT Carcassonne	25,00
Camarades postiers sympathisants Strasbourg	200,00
Camarades enseignants + chômeuse Strasbourg	200,00

H. et A. L. Dijon « bonnes vacances »	200,00
« Dieu est un grand lapin et « Rouge » un grand canard »	
S. Ecole normale Rennes	10,00
Yann	10,00
Prof Dunkerque	200,00
Sylvie et Jean-Luc sympathisants Montfermeil	100,00
« Rouge existe aussi pour des gens dans des petits coins tout petits, petits, petits » (Pfaffenhoffen et Uhrwiller)	100,00
Sympathisants et militants Brest	450,00
A. P. ex-OCT Pau	12,50
Cellule et GT CCP Paris XV <sup>e</sup>	630,00
Cercle ouvert affaires sociales Paris VII <sup>e</sup>	60,00
« Pour que « Rouge » progresse encore, y compris dans la rubrique culture » une sympathisante E. N. Le Bourget	500,00
« Pour que « Rouge » vive, il doit compter sur l'envoi fait par ses lecteurs » militant LCR	12,50
Travailleurs Usinor et chantiers navals Dunkerque	160,00
Un enseignant Dunkerque	120,00
G. C. Lyon	250,00
Gérard employé Vénissieux	100,00
« Une fille, prof, féministe, de province qui a de la sympathie pour la LCR »	150,00
Une petite souscription d'un militant antinucléaire Nantes	50,00
A. P. militant CFDT PTT Paris XII <sup>e</sup>	30,00
Cellule Postaux Paris X <sup>e</sup>	130,00
Allez « Rouge », un supporter des Verts, Fougères	60,00
Jean-Luc collecte INRA	100,00
Une institutrice Givors (69)	100,00
G. H. « pour que « Rouge » donne envie de remiliter »	100,00
Militant LCR Rennes	120,00
Sympathisant LCR Rennes	300,00
Sympathisante LCR Rennes	50,00
J.M. P. Paris XVII <sup>e</sup>	210,00
« De derrière les fagots » Rennes	100,00
Didier sympathisant LCR Poitiers	200,00
Six militants et sympathisants PCF de St-Laurent (Nice) pour la liberté d'expression et d'opinion	60,00
Diffuseurs Nice	190,00
Agent(e) de service CES Vence (Nice)	10,00
Deux lectrices Angers	200,00
Crédit lyonnais Paris X <sup>e</sup>	1 000,00

Nouveau total ..... 530 244,33

• Chèques à l'ordre de SPN, à l'adresse du journal.





# A Montpellier DE JEUNES BOURGEOIS JOUENT A LA RADIO

Montpellier : de notre correspondant.

7 h'15. Radio-Fil bleu commence à émettre. Un flot de musique comme prévu. Comme prévu aussi commence le brouillage de l'émission.

Ça commence comme un canular. Une sorte de mise en scène, puisqu'une radio rouge annonce avoir pris le pouvoir pour dénoncer la radio bleue. Tout un programme. On

est aux phantasmes qu'on peut.

Ce qui relève moins du canular, ce sont les appels réitérés du genre : « Vous êtes libres, dans un pays libre. Faites respecter la liberté. » Une chanson connue et qui prend tout son sens quand on sait que Delmas (l'ancien maire RI) et son bras droit, Dimeglio, sont présents dans le studio pour marquer le coup. Mais bien sûr, on ne le dit pas.

Pour le reste, ce sont des

astuces sans grande inspiration. Mais au fur et à mesure, le ton monte. On essaie de déjouer le brouillage en changeant de fréquence. On insulte les « camarades syndiqués » de TDF qui en sont responsables. On défie même le préfet et le ministre de l'Intérieur, dans un langage bien cru pour parfaire la comédie.

Et ça se termine par l'annonce d'un recours en référé devant le tribunal de grande

instance (ce qui fut fait après l'émission) et la menace du brouillage et du détournement de FR3. Autrement dit, la guerre des ondes est ouverte dans la patrie de Rabelais. Elle n'est pas sans rappeler la guerre pichrocoline.

La musique qui devait constituer l'essentiel des programmes devient un alibi et Radio-Bleue s'avère pour le moment un passe-temps de jeunes bourgeois.

## Appel du collectif pour une radio libre à Montpellier

Une quinzaine de personnes avaient répondu au premier appel lancé pour examiner les conditions de production d'une véritable radio libre à Montpellier.

Elles étaient membres ou non d'organisations. Parmi ces dernières, étaient représentés es qualité : les groupes femmes, la LCR, l'OCT, les CCA. Il a été adopté la déclaration suivante :

1. Le lancement de Radio-

Bleue crée un fait accompli. Quelles que soient les déclarations apolitiques de ses initiateurs ou les divergences du moment entre personnes et tendances de la droite, « Radio bleue » résume bien les intentions de toute la bourgeoisie locale : face à la perte de ses points d'appuis municipaux, et à la possible victoire de l'Union de la gauche en 1978, elle prend date et se dote de nouveaux appareils de contrôle de l'infor-

mation. Elle attaque ainsi le monopole d'Etat par le bas avec des radios locales, et par le haut par le démantèlement et la privatisation de la télévision, ce faisant, elle profite d'une aspiration massive à changer les conditions de l'information et de la communication. Ce que veulent les travailleuses, les travailleurs, la jeunesse, ce sont des médias réellement décentralisés qui ne soient plus la propriété exclusive des professionnels et de l'information et de la politique. Aussi disons-nous qu'il faut aider ce mouvement social à s'exprimer, comme déjà dans d'autres pays d'Europe, et ne pas laisser la droite en jouer pour faire le lit des radios publicitaires et réactionnaires.

2. L'initiative de Radio-Bleue appelle donc à une réplique à la hauteur et il faut ouvrir pour cela un double débat :

— Sur les conditions d'utilisation de l'audiovisuel et la nationalisation des moyens d'information à un niveau national (ORTF et radios dites périphériques). Rien ne serait plus dangereux que la seule défense juridique et répressive du monopole par l'Union de la gauche parvenue au pouvoir, surtout si cette défense ne va pas de pair avec la définition précise d'un nouveau fonctionnement de la radio-télé d'Etat, du pluralisme qui doit l'inspirer et des modalités d'accès de tous, notamment des plus opprimés, à tous les moyens d'information.

— Sur la signification d'une authentique décentralisation de l'information et de la production de nouveaux foyers d'émission. Dans un tissu social en recomposition, où la volonté de contrôler collectivement la fabrication du mode de vie est grandissante, la communication et l'échange d'expériences à la base est décisive. Les médias ont un rôle irremplaçable et on peut facilement comprendre que les tenants du capital veuillent s'en assurer un contrôle durable même s'il leur faut pour cela braver la légalité existante. Le mouvement ouvrier et populaire doit, dès aujourd'hui, accumuler ces expériences et faire des propositions.

C'est pourquoi les personnes et mouvements présents à cette première réunion décident de se constituer en collectif pour le lancement d'une radio libre à Montpellier dans les prochains mois. Ils appellent tous ceux d'accord avec ces premières analyses à les rejoindre. Le débat sur la définition de cette radio devant commencer sans tarder, tant il est vrai que nous ne faisons pas d'une émission en modulation de fréquence un fétiche, et que nous sommes pleinement conscients de la relativité de ce procédé quant à sa fonction locale et au public qui la reçoit.

La prochaine réunion du collectif aura lieu, lundi 25 juillet 1977, à 18 h, à la librairie La Brèche, 34, rue de l'Université.

Montpellier  
le 10 juillet 1977



Actualité oblige, le Tour de France fait aujourd'hui les frais de l'intense activité sur les ondes pirates. L'article prévu passera vendredi. Il s'agissait d'un « pris au vol » avec des « Merckx de 12 ans », vraisemblablement satisfaits du comportement de leur « champion » hier. Il a réveillé le peloton... à 30 km de l'arrivée mais Danguillaume était plus pressé encore d'arriver à Rouen, terme de l'étape. Tout se passe comme s'il était convenu que l'Allemand Thureau, toujours porteur du maillot jaune, ne le perde pas avant l'étape de Fribourg. Rien n'est laissé au hasard dans le Tour de France. Sur-tout pas la promotion.



### Festival folk à Saint-Florent-sur-Cher

Folkez folkeux cette semaine dans tous les genres. Folk militaire le 14 juillet sur toutes les places d'armes de France, la Navarre a autre chose à foutre.

Guinches en vrac un peu partout ce même 14 juillet, et Saint-Florent-sur-Cher du côté de Bourges.

C'est un village pourvu d'un château et muni d'une rivière, le Cher. Les 15, 16 et 17 juillet, on pourra y entendre du folk de par ici et de par là-bas : Etats-Unis Louisiane comprise et Hongrie avec le groupe Kolinda.

Country Joe Mc Donald soi-même sera là, ce n'est pas tous les jours. Avec eux : Bensusan, Connection, l'Echo du Bayou, Claude Lefebvre, Cyril Lefebvre, Sourdeline, Wells Fargo, Gentiane, Bluegrass Long Distance, Dadi et David Bromberg Band.

Il y aura aussi des ateliers musicaux pour faire plus ample connaissance avec les instruments et les styles et puis tout ce qui accompagne les rassemblements folk comme bouffe, objets, sapes, etc. Ça coûtera 50 balles et on peut aller trouver les organisateurs 5, rue des Chalets à Bourges.

### Bal homo ce soir

A l'angle de la rue Vergingétorix et de la rue Perceval dans le XIV<sup>e</sup>, le collectif squatt du GLH-PQ occupe un local. Ce soir de 22 h à l'aube, ils organisent un bal face au 63 de la rue Vergingétorix. C'est gratuit, et pour y aller descendez au métro Gay-té.

### « Vacances actives » ouvre sa porte

Le 15 juillet, le centre de vacances « Vacances actives » sera « portes ouvertes ». Un peu égarés par des problèmes d'argent, ils ont besoin de vous montrer comment ça marche dedans. Qu'est-ce que font les mômes, et les adultes qui s'en occupent ? Quelle sorte de colonie de vacances sont-ils ? Le soir, « Concert dans l'œuf » jouera de la musique médiévale. C'est gratuit et qui aurait le cœur de se refuser d'écouter de la musique un soir d'été dans les Alpes ? Nous

en tout cas, on essaiera d'y être (chers correspondants de Grenoble, Anecy, nous lisez-vous ?) et d'en profiter pour parler des colonies de vacances.

C'est à dix kilomètres d'Anecy. Saint-Jorioz 74000 Savoie. Des cars fréquents partent de la gare d'Anecy.

### 14 Juillet

Le 14 juillet, y en a qui défilent et y en a d'autres qui se rassemblent et font la fête. Pour les défilés, consultez le bulletin officiel des armées et défilez-vous. Pour le reste, soyez attentifs, on vous dit presque tout.

— A 10 h à Carrus (à 12 km de Lagrasse), il y a un rassemblement « per viure al país ». Alerte en Corbières, l'arrière-pays est menacé par la colonisation, l'exode et la spéculation foncière. Des forums parleront de ça. Et Marti, Mans de Breish et Joël Renat chanteront.

— Festival à Dives-sur-Mer (14160). Le spectacle a lieu sous les halles le soir. Dans la journée, plein de choses se passent dans la rue : bateleurs, théâtre, concerts... Le 14 à 22 h, c'est Jean Moizard. Le 15 à 20 h : Catherine Le Cossec et à 22 h : Brigitte Fontaine et Areski.

— Valence accueille la fête d'été avec la Pena chilienne. On mange, on boit, on chante. Cela commence le 15 juillet et cela se termine les 22 et 23 avec le Cuarteto Cedron, Karaxu, Juan et Eva Sosa, Manduka. La fête est commencée depuis le 28 juin, mais c'est à partir du 15 qu'elle se branche sur le Chili avec la participation de camarades réfugiés.

— Vendredi 16 toujours, Lard Free se paye un château de l'Emperi pour jouer. C'est à 20 h 30 à Salon-de-Provence.



## TELEVISION

Mercredi 13 Juillet 1977

### TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 14.00 Le roi du cirque
- 16.55 Pour les jeunes
- 18.25 Cosmos 1999 (série SF américaine)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Une seconde d'éternité  
Film télé de Gérard Chouchan d'après Daphné du Maurier.
- 21.40 Concert  
La symphonie fantastique de Berlioz par l'Orchestre national de France dirigé par Leonard Bernstein.
- 22.40 Journal

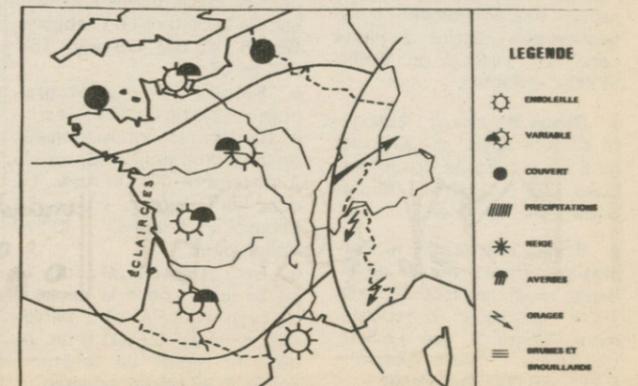
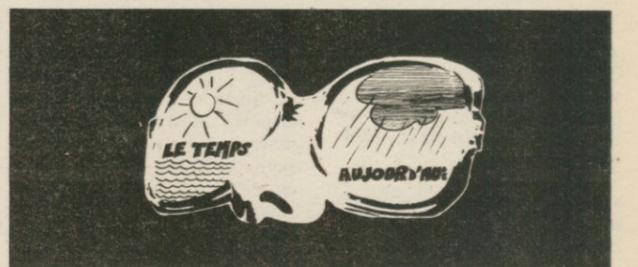
### A 2

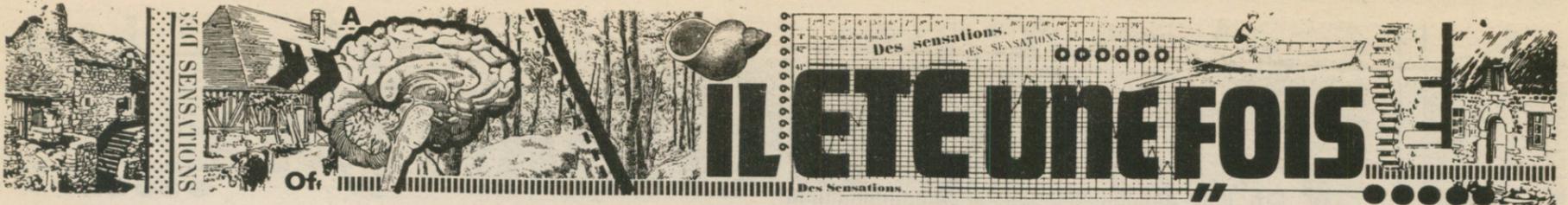
- 13.35 Télé régionale
- 13.50 Mercredi animé
- 14.00 Tour de France
- 15.05 Bonanza

- 16.00 Un sur cinq
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'informations
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les détours de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Cartes sur table  
Avec Santiago Carrillo qui s'explique sur sa polémique avec l'URSS.
- 21.35 Joe Forrester (série américaine)
- 22.25 Journal

### FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Télé régionale
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre  
Assistance des animaux.
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Un nuage entre les dents  
Film français de Marco Pico de 1974.  
Une comédie qui s'en prend aux mœurs journalistiques de deux coureurs de scoops.
- 22.00 Journal





# Pour ceux qui sont encore en rade (2)

## Combines et bonnes adresses

Nous poursuivons aujourd'hui la publication des différentes bonnes adresses et combines que nous avons pu glâner afin de vous aider à vous fabriquer des vacances les moins chères possible (« Rouge » d'hier, 12 juillet). Rappelons que cette rubrique doit beaucoup à celle, similaire et beaucoup plus développée, qu'a tenue Claude Boris dans « Politique-Hebdo » durant le mois de juin dernier et qu'elle doit pouvoir se poursuivre si vous, lecteurs et lectrices, vous nous envoyez en vitesse tous les compléments que vous jugez nécessaires.

## Technologies douces et écologie

- **Stage de restauration et d'initiation aux technologies « douces »** : à St-Pierreville, dans l'Ardèche, restaurer l'équipement hydraulique d'un moulin et d'une filature de laine, qui devrait donner lieu à une « coopérative ouvrière » et être associée plus tard à des activités pédagogiques. Du 18 au 31 juillet, 590 F avec camping, écrire à Alternatives et Technologie, BP 51, 75861 Paris, CEDEX 18, tél. 326.58.59 poste 5.
- **Stage écologique pour aménager une « base de vie »** : il s'agit d'aider les stagiaires à maîtriser leur environnement, des séances théoriques étant couplées avec la consolidation d'un clocher et la mise en place d'une éolienne. Ce stage a eu beaucoup de succès l'an dernier, avec des débats très animés. Se déroule au mois d'août. Ecrire au Centre synthèse, 64, rue Taitbout, 75009 Paris, tél. LAM 15.49.
- **Stages d'initiation à l'agriculture biologique** : trois adresses pour aller manger des carottes : Nature et Vie, Centre d'éducation vitale, 13, rue du Village, Kervenanc 56100 Lorient, tél. (97) 64.26.57 ; La Thomassine, 04100 Manosque ; Nature et Progrès, 3, chemin de la Bergerie, 91700 Saint-Geneviève-des-Bois (avec 4 F en timbres !).
- **L'énergie scolaire et ses applications pratiques** : c'est l'objet d'un stage en Bourgogne, écrire à Alternative et Technologie qui semble organiser pas mal de choses, BP 51, 75861 Paris CEDEX 18.
- **Etudier les animaux** : c'est l'objet d'un stage très sérieux qui se tient du 28 août au 4 septembre et coûte 750 F tout compris. Ecrire à M. Thibaudeau, villa OCCAJ, 33125 Hostens (Gironde), tél. (56) 88.91.11 et demander le 19, à Hostens.

## MUSIQUE, THEATRE, PHOTOGRAPHIE

- **Stage de musique populaire et traditionnelle** : vielle à roue, accordéon diatonique, mandole-mandoline, violon, danses, le tout dans la montagne, exactement dans la vallée du Haut-Champsaur. Apporter l'instrument de l'atelier qu'on choisit, 450 F pension complète. Ecrire à l'auberge de jeunesse, les Tourrengs, 05170 Orcières, tél : (92) 55.71.70, ou 55.44.30.
- **Folk en Auvergne ou en Grande-Bretagne** : prix autour de 200 F par semaine. Ecrire à Eric Pasquer, 6, rue du Coq, Argentueil, tél : 982.14.73.
- **Rencontre de musiciens en tous genres** : dans un chalet de la vallée du Queyras, 20 F par jour, du 15 au 29 juillet, fonctionnement auto-gestionnaire. Ecrire à Pierre Léon, 23, avenue de Vizille, 38 000 Grenoble.
- **Stage de chant** : autogéré celui-là aussi, du 30 juillet au 6 août, près de Cosne-sur-Loire, 250 F. Ecrire à Michel Schiff, 84 750, Viens.
- **Stage de danse à Perpignan** : du 15 au 30 juillet, danse moderne, folklore, jazz, 350 F et 150 F d'hébergement. Ecrire à Joë Leclerc, résidence Saint-Assisclé, E 111, 66 000 Perpignan.
- **Stage d'expression corporelle** : du 10 au 30 août, en Charentes-Maritimes. Ecrire au Groupe création, 9, rue de Strasbourg, 08 200 Sedan.
- **Stage de jongleur-conteur** : à Paris, du 16 au 30 juillet, à l'Atelier théâtre-mime, 22, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris. Cet atelier organise également un stage théâtral « jongleurs, fous et bouffons » à Avignon. Téléphoner au 580.48.35.
- **Stage pour la réalisation d'une œuvre collective « Contes et légendes régionaux »** : destiné aux enseignants, éducateurs, animateurs de MJC, il s'agit d'une initiation et d'un approfondissement des techniques d'un spectacle-animation. Jusqu'au 31 juillet, à Firminy, dans la Loire. Ecrire à la maison de la culture Le Corbusier, BP 26, 42 702 Firminy. Tél : (77) 56.07.07.
- **Stages de photographie** : à partir de 350 F, écrire à Rencontres internationales de la photographie, 66, rue du 4 septembre, 13 200 Arles. Ou dans les Cévennes, écrire à J. Roussel, Cabries, 30 570 Vallerougue.
- **Et l'audiovisuel** : du 14 au 23 juillet, dans la banlieue de Lyon, écrire à ADC, maison des sociétés, 69 500 Bron, ou dans la région de Briançon, écrire à la même adresse.

## TISSAGE, PEINTURE, POTERIE...

Pourquoi ne pas profiter des vacances pour apprendre à travailler le bois, à construire un métier à tisser, à fabriquer ses propres poteries... Les possibilités ne manquent pas et cela peut être tout autre chose que la mystifiante « revalorisation du travail manuel » officielle.

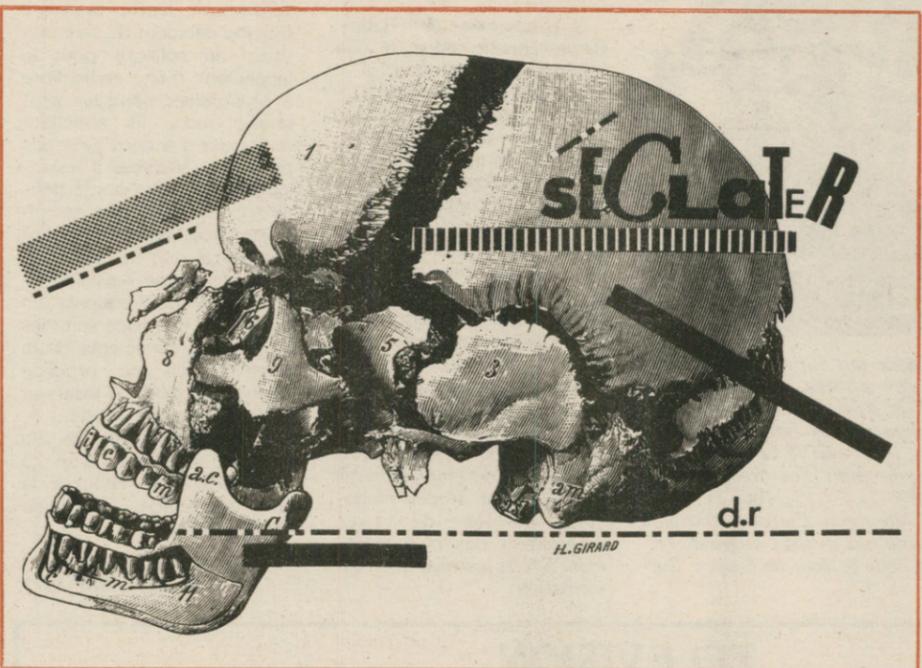
- **Dessin, peinture, sculpture sur pierre** : du 1<sup>er</sup> au 15 août à 50 km de Paris. Ecrire à Monique Bouquerel, 7, rue Lacépède, 75005 Paris, tél. 337.61.61.
- **Poterie, tissage, teinture végétale** : près de Toulouse, 500 F pour 15 jours, cela a déjà commencé et se poursuit jusqu'au 14 septembre, camping sauvage à proximité. Ecrire à Claude Cano, Le Claon, La Capelle, 81220 St-Paul-Cap-de-Jouss.
- **Tissage, peinture sur soie, couture, photo, travail du bois, bijoux, poterie, modelage** : 680 F pour un stage de 10 jours, réduction pour les enfants, garderie pour eux à partir de 3 ans, camping sur place. Ecrire aux ateliers de Saturne, 19, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon.
- **Tissage, poterie, sérigraphie, peinture sur soie, photo et... cuisine macrobiotique** : de juillet à septembre, à 30 km d'Aix-en-Provence, de 250 F à 280 F, camping à proximité. Ecrire à Recherches et Expressions, 15, rue Grande, 13490 Jouques.
- **Dessin, aquarelle, sculpture sur bois, photo, tissage, tapisserie, poterie** : en Corrèze, 450 F par stage, hébergement compris en dortoirs ou camping, jusqu'à fin sep-

tembre. Ecrire à Les Chpeuneuneux, La Boissière, 19310, Agen, tél. (55) 25.15.69.

- **Tissage** : de juillet à septembre, à Gérardmer, 250 F pour 7 jours (plus fournitures), camping à proximité. Ecrire à Pierre Vicario, maison de l'artisanat, Liezez, 88400 Gérardmer.
- **Tissage** : dans l'Ardèche du 4 au 12 juillet, camping à la ferme, 450 F par stage. Ecrire à Eva Chartin, Le Pieublanquet, 07230 Lablachère.
- **Peinture sur soie** : à 19 km d'Albi, stages de 15 jours pour 350 F, possibilité de camper gratuitement, en pleine nature, sur les bords du Tarn. Ecrire à Béatrix, rue d'Empeyrals, 8 1000 Albi.
- **Tissage, vannerie, apiculture** : en Haute-Provence, à 3 km de Manosque et 60 km d'Aix-en-Provence, dans une ancienne bergerie, 450 F les six jours, non comprises les fournitures. Ecrire à J. C. Mangematin, gîte rural, 52500 Poinson-les-Fayl.
- **Travail du bois, ébénisterie, sculpture** : dans l'Aveyron, stages de 15 jours, jusqu'en septembre, 450 F le stage, camping à proximité. Ecrire à Marcel Jolinom, Le Bilal, La Salnetat, 12440 Peyroles.

● **Travail du bois** : dans le Morbihan, 250 F par sessions de 5 jours (!), camping gratuit. Ecrire à Georges Finet, Langle, Montoir-Ac, 56500 Loc-Mine.

● **Menuiserie** : dans l'Aveyron, juillet et août, sessions de deux semaines, 30 F par jour, camping à proximité. Ecrire à Robert Larenandie, 12700 Capdebac.



## Stages d'été de la LCR

### Le stage n°2 est annulé

A la date du 12 juillet sont parvenues 76 inscriptions pour le stage n°1 qui commence le vendredi 22 juillet, 20 inscriptions pour le stage n°2, 41 pour le stage n°3, 42 pour le stage n°4. Il va sans dire que ces chiffres sont en dessous des limites fixées et que tous les camarades qui ne se sont pas inscrits de peur d'un surcroît de demandes... peuvent le faire au plus tôt, même sans passer par leurs directions si cela retarde la transmission des bulletins et des arrhes. Nous rappelons que 400 militants sont concernés : nous proposons que

les stages soient aussi ouverts aux militants non-titulaires (stagiaires) de la LCR et nous avertissons que, dans la mesure où le stage n°2 n'est pas plein, nous l'annulons en appelant les inscrits à se répartir dans les trois autres stages. Le plan des stages et la bibliographie seront également publiés dans Rouge le 17 ou le 18 juillet. Les camarades doivent donc prêter toute attention à se procurer ces numéros. Nous demandons aux camarades de faire effort pour que cette initiative d'été réussisse et permette de mieux aborder la rentrée.

Notre dernier congrès avait décidé de porter effort aux questions de formation. Malgré le fait que la préparation tardive des stages soit un obstacle à la participation plus grande de militants, inscrivez-vous vite, titulaires et stagiaires en écrivant à Montreuil et en adjoignant 50 F d'arrhes. La Commission formation du comité central.

P. S. : nous utilisons Rouge comme moyen exceptionnel de communication pour ces informations dans la mesure où nous avons eu tardivement le lieu pour les stages.

## A velo

- **LES CLUBS DE LOISIRS ET D'ACTION DE LA JEUNESSE** : ils organisent des grandes balades collectives à deux roues. La location des vélos et le voyage ne sont pas compris dans le prix qui va de 690 à 1 000 F selon les ressources ou de 8 80 à 1180 F, suivant le groupe que vous choisissez. Certains vont en Suisse, d'autres traversent le Vercors, la Drôme, l'Hérault et les Cévennes. Ecrire au CLAJ, 2 rue Victor-Massé, 75009 Paris, tél : 874.75.44.
- **AVEC LA FEDERATION UNIE DES AUBERGES DE JEUNESSE** : à Saint-Brieuc, (Côtes du Nord), étapes de 20 km, tournée en mer, du 3 juillet au 28 août, 780 F pour 14 jours, vélo fourni, transport non compris. Ecrire à la FUAJ, 6 rue du Mesnil, 75016 Paris, tél : 553.16.95.
- **CAMP ITINERANT EN AUVERGNE** : à vélo, à partir d'Issouire, découverte du Cézallier, vie rurale, 20 jours en juillet et août : 990 F (transport compris), supplément de 150 F pour la bicyclette. Ecrire au Centre de coopération culturelle et sociale (CCCS), 26 rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris, tél : 261.53.84.

## A cheval

- « **Où monter à cheval** » : c'est le titre d'un guide édité chaque année (éditions les Guides équestres, 29 F), qui répertorie plus de 300 clubs hippiques, affiliés ou non à la Fédération équestre française et classés par départements. Il paraît que cotisation plus assurance plus un casque ou une « bombe », on s'en tire quand on est débutant pour « pas plus » de 300 à 400 F. En tout cas, on peut se renseigner à la Fédération équestre française, 164 rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 75008, tél : 256.09.63 et 256.10.70.
- **Stages d'équitation avec les auberges de la jeunesse** : du 31 juillet au 6 août, du 4 au 10 septembre, pour 650 F (débutants) ou 700 FA (perfectionnement). C'est en Normandie. Ecrire à Auberge de jeunesse, 1 rue de la Paix, 61 Damigny, tél. : (34) 26.03.08.
- **Promenades équestres en Bretagne** : balade à cheval dans le parc d'Armorique, parc régional naturel, organisées par une association d'agriculteurs. Ecrire à la Fédération des parcs naturels, 45 rue de Lisbonne, 75008 Paris, tél : 227.61.74.

## En bateau

- **Croisières de 8 jours** : entre 250 et 900 F tout compris du 20 juin au 10 septembre. Ecrire à Leroy, 8 rue Louis-Garin, 35000 Rennes, tél. (99) 50.40.36.
- **Croisières côtière, en Bretagne** : entre le 15 juin et le 15 septembre, 350 ou 450 F selon le bateau, pour une semaine. Ecrire à l'Association châlonnaise de voile, MJC du Verbeau, 51000 Châlons-sur-Marne.
- **Le groupe de croisière au grand large (GCAL)** : organise « pleins de trucs ». Renseignements : Jean-Michel Gaignard, 20 rue des Plaideurs, 92000 Nanterre, tél. 204.35.40 (après 20 h).